

Le Sénat bolivien réfute les déclarations de l'OEA

Image not found or type unknown



La Paz, 18 mars (RHC) Le président du Sénat bolivien, Andrónico Rodríguez, a contesté aujourd'hui les déclarations de l'Organisation des États américains (OEA) contre l'arrestation de l'ex-présidente du gouvernement de facto Jeanine Áñez.

Le législateur a rejeté 'de manière forte et catégorique' un communiqué ce lundi du Secrétaire général de l'organisme, Luis Almagro, qui remet en cause le gouvernement pour la détention préventive d'Áñez, poursuivie pour le coup d'État de 2019.

Qu'est-ce que Mr Almagro a à voir avec les affaires intérieures de la Bolivie ? L'OEA est habituée à intervenir directement dans la souveraineté de différents pays d'Amérique du Sud, a déclaré le dirigeant parlementaire.

Rodriguez a qualifié le fait d'ingérence directe de la part de cet organisme international, et a refusé à l'OEA 'ce type de rôle dans des processus électoraux démocratiques dans plusieurs pays de la région'.

Le parlementaire a donné l'exemple de l'action de cette entité en 2019 contre la Bolivie, et a avancé qu'en tant que groupe du Mouvement vers le Socialisme, le Sénat débattait d'une déclaration caméral contre cette ingérence'.

Rodriguez a assuré qu'il demandera également au ministère des Affaires Étrangères d'exiger de l'OEA des explications sur le communiqué d'ingérence publié il y a quelques jours.

'Nous sommes un pays qui fait partie de différents organismes internationaux, dont l'OEA. Il est pertinent que d'autres pays d'Amérique du Sud soient au courant de cette ingérence, comme cela a été le cas au Honduras ou au Venezuela', a-t-il souligné.

Les déclarations d'Almagro le 15 mars contre le mandat d'arrêt délivré contre Añez le 12 ont jusqu'à présent reçu de nombreuses critiques à l'intérieur et à l'extérieur du pays, à commencer par le ministère bolivien des Affaires Étrangères.

Un communiqué publié ce mardi par ce ministère a affirmé que ces allégations visent à raviver la violence et la confrontation entre les Boliviens et il a signalé que l'OEA n'a pas l'autorité morale et politique pour s'attaquer ainsi à ce pays andin.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/251087-le-senat-bolivien-refute-les-declarations-de-loea>



Radio Habana Cuba